

## **Tribune de Gérard TREMEGE**

### **Les attermoiments du Gouvernement sur la réforme territoriale**

Immédiatement après les élections Européennes dont les résultats que l'on sait imposent à la classe politique toute entière une nécessaire introspection, nous sommes plongés, sans le moindre « palier de décompression », dans les imprécations locales de la réforme territoriale.

En présentant une carte des Régions brossée « grossièrement », le Gouvernement confondant délibérément les objectifs et les mobiles, a déclenché un débat national auquel notre Département n'a pas échappé ; pour preuve les affrontements des forces de gauche au Conseil général le vendredi 6 juin dernier.

Il n'est donc déjà plus question de parler de la place de la France dans l'Europe, ni d'évaluer notre capacité à construire une Europe des Etats et des Régions suffisamment forte pour affronter la crise mondiale que nous traversons. Il n'est pas non plus question de se pencher sur le problème du chômage qui ne cesse de croître, du logement, de l'emploi, sur les vrais problèmes qui préoccupent les Français. On assiste à une véritable opération d'enfumage.

Le sujet du moment porte sur l'objectif avoué de « simplification et de clarification » de la carte administrative française.

Cet acte III pour lequel nous devons sûrement aborder, au bas mot la scène 6 ! met en scène des personnages qu'Honoré de Balzac aurait pu se plaisir à dépeindre. Plus sérieusement, il est difficile dans un pays à la tradition et à la culture jacobine centralisatrice de mettre en œuvre des phases de décentralisation opérationnelles. Tout le monde le sait depuis le Général de Gaulle.

Et si le texte fondateur de 1982, que Pierre Mauroy qualifiait à l'époque « de grande affaire du septennat » et les quelque 30 lois qui ont suivi, ont produit des avancées démocratiques significatives, aujourd'hui il est permis de s'interroger sur les enjeux stratégiques de cette réforme et sur ses impacts financiers, économiques, politiques et culturels.

Ce qui me conduit naturellement à aborder les mobiles. Considérablement affaibli par les dernières consultations électorales, le Gouvernement socialiste, plutôt que de tirer quelques enseignements de la démocratie, organise une manœuvre politique visant à sauver ses bastions régionaux aux prochaines élections, dont même la date est incertaine ! Il espère que les mêmes causes produiront les mêmes effets qu'en 2010 où plus de la moitié des Régions est passée à Gauche grâce au Front National.

Les Conseils Généraux eux aussi se retrouvent dans l'œil du cyclone et après avoir « ferrailé » sur la carte départementale, viennent de comprendre que leurs efforts seront anéantis par le processus de fusion régionale.

Que deviendra alors le projet de territoire porté sur les fonds baptismaux par Michel Pélieu, Président du Conseil Général, avec une ambition fédératrice inter-territoriale, basée sur un « couloir » économique et géographique de développement et associé à un calendrier programmé jusqu'à l'horizon 2030 ? Mort-né ? Récupéré par d'autres instances ? Vœu pieu ! Il faut sauver ce projet essentiel.

Dans cette hypothèse de disparition d'une strate, la décentralisation « naturelle » va passer par un renforcement des agglomérations mais avec quels moyens et quels nouveaux transferts de compétence ? On peut également s'interroger sur la compétence de certains élus.

Les EPCI comme les collectivités territoriales souffrent du même mal : des dotations qui diminuent et des charges qui ne cessent de croître (coût des rythmes scolaires par exemple).

Devant aussi peu de visibilité d'une réforme largement occultée par les ambitions partisans, le risque est grand que le choix des électeurs soit à nouveau celui du rejet et de la sanction. Il est certain qu'aujourd'hui l'incompréhension est largement partagée.

La modernisation nécessaire du territoire, que nous attendons depuis trop longtemps, mérite mieux. Elle doit être portée par l'intérêt général, de véritables échanges, une large concertation et une vision stratégique claire qui emporte avec elle quelques lueurs d'espoir visant à restaurer la confiance de nos concitoyens.

**Gérard TREMEGE**  
**Conseiller régional**